

« Ce qui a eu lieu en Guadeloupe, ces dernières semaines, c'est un combat, sous la forme de grève générale, que tous les prolétaires dans le monde peuvent reprendre à leur compte ! »

Jean-Marie Nomertin



Nous publions dans cette section «Tribune libre» une interview de Jean-Marie Nomertin, ouvrier de la banane, secrétaire général de la Confédération Générale des Travailleurs de Guadeloupe (CGTG), porte-parole du Lyannaj Kont Pwofitasyon (LKP, Alliance Contre l'Exploitation outrancière), dirigeant de Combat Ouvrier (UCI). Réalisée le 13 mars, il revient sur la grève générale martiniquaise et guadeloupéenne.

Nous avons suivi pour notre part avec enthousiasme au cours de cet «hiver chaud» antillais la lutte des travailleuses, des travailleurs et des jeunes des colonies françaises de la Caraïbe qui ont fait trembler le patronat et le gouvernement. Comme nous le développons dans d'autres articles de cette revue nous sommes convaincus de l'énorme portée de la grève générale antillaise. Par ses caractéristiques et sa

structuration la grève dans la durée a signifié de fortes tendances à l'organisation et même à l'auto-organisation des travailleurs mais également des sauts qualitatifs en terme de conscience. C'est ce que nous avons d'ailleurs essayé d'analyser dans de nombreux articles parus dans diverses publications de la Fraction Trotskyste-Quatrième Internationale et c'est ce qu'ont défendu nos camarades militant au sein de la Tendence CLAIRE du NPA en France.

Nous sommes néanmoins convaincus que par delà ce qui a été arraché au niveau salarial le mouvement antillais avait la possibilité d'aller beaucoup plus loin. Cela n'a pas été le cas tout d'abord en raison de l'isolement dans lequel la bureaucratie syndicale en métropole a maintenu la grève générale qui se développait dans les colonies des Antilles, et pour cause. L'exemple donné par

les travailleurs antillais représentait un cinglant démenti à la stratégie mise en œuvre depuis des mois par les directions syndicales en France. Nous pensons d'autre part, et nous avons sur ce point une divergence forte avec Jean-Marie Nomertin, que les directions des deux grèves antillaises, notamment dans le cas du LKP de la Guadeloupe où la situation était la plus avancée, n'ont pas permis le développement des tendances à l'auto-organisation des travailleurs ni la remise en question forte des structures de pouvoir et économiques coloniales existant aux Antilles, et ce notamment en raison du carcan économiste au sein duquel la direction du LKP a maintenu la grève générale guadeloupéenne. A titre illustratif nous publions à la suite de l'interview le second texte sur les Antilles présenté par les camarades de la Tendence CLAIRE au sein du NPA. Bien qu'ayant été

écrit début mars, juste après le moment le plus incandescent du conflit en Guadeloupe, alors que Sarkozy commençait à faire marche arrière, il permet de cerner ces différences que nous évoquons¹.

Par delà ces divergences nous saluons la lutte des travailleuses et des travailleurs qui en Guadeloupe et en Martinique ont montré le chemin et sont un exemple non seulement pour les salariés en France mais également pour les peuples et les travailleurs de toute la Caraïbe qui luttent pour leur libération.

«L'hiver chaud» antillais

Jean-Marie Nomertin

Quel a été le degré de participation des travailleurs et des jeunes guadeloupéens à la lutte ?

La grève générale a été lancée le 20 janvier 2009 et très rapidement tous les secteurs clés de l'économie ont été bloqués, avec mise sur pied de piquets de grève aux entrées des établissements. On peut affirmer que la participation des travailleurs à cette grève générale a été de plus de 80 %. Pour donner quelques exemples, les transports de passagers ne fonctionnaient plus, toute la grande distribution était fermée, comme toutes les zones industrielles et commerciales, les écoles, lycées et facultés, les banques, les Postes et Télécommunications, les assurances, etc.

Cependant il faut relever une particularité de cette grève générale. Bien que l'EDF (production d'électricité) et la Distribution d'eau étaient grévistes, la tactique de grève mise sur pied par le Lyanaj Kont pwofitasyon (LKP, Alliance Contre l'Exploitation en français) et particulièrement par les syn-

dicats qui en étaient membres, a conduit à ne jamais couper ni l'eau ni l'électricité de façon à ne pas pénaliser la population. De même si la grande distribution commerciale a été bloquée, le réseau de petits et moyens distributeurs a pu fonctionner dans l'alimentation. Là aussi de façon à éviter des problèmes supplémentaires qui auraient pesé sur la direction de la grève, le LKP. De même la distribution de carburant a été tout au long de la grève contrôlée par les grévistes qui serraient ou desserraient la distribution en fonction des besoins du mouvement.

C'est dire donc combien la participation des travailleurs à cette grève générale a été massive. Les jeunes qui représentent près de la moitié de la masse des chômeurs se sont ralliés massivement au mouvement. Selon les jours on a vu des manifestations de 10 000 à 40 000 personnes dans les rues des villes, ce qui est énorme compte tenu de la population globale de l'île qui est d'environ 450 000 habitants.

L'autre aspect de la participation des jeunes a été leur action décisive quand le LKP a décidé d'immobiliser complètement le pays en appelant la population à dresser des barrages sur tous les axes routiers. Alors on a vu les jeunes faire preuve d'une hardiesse et d'une combativité exemplaire face aux forces de répression qui tentaient de démanteler ces barrages. Il faut noter particulièrement, au fil des jours, le gonflement des manifestations par un déferlement de milliers de femmes qui rejoignaient le mouvement.

Ce mouvement, commencé comme une grève générale de salariés, s'est transformé au fil des jours en un immense mouvement populaire, drainant toutes les couches pauvres, les chômeurs, les retraités, les handicapés, tous les laissés-pour-compte de la société. Et on a vu apparaître non seulement des revendications classiques de salaires, 200 euros pour tous les bas salaires

(la majorité des salariés), mais aussi des revendications sur la baisse des prix, des revendications sur le respect de la dignité du peuple guadeloupéen, des revendications hostile à la minorité blanche, les «békés», constituée d'une poignée de descendants de planteurs esclavagistes qui possèdent l'essentiel des moyens économiques de la Guadeloupe et de la Martinique voisine.

Les manifestants ne se laissaient jamais de chanter que «la Guadeloupe leur appartient, qu'elle n'appartient pas aux profiteurs et qu'ils ne pourraient plus continuer à faire ce qu'ils veulent dans ce pays».

C'est la marque de la puissance de l'action de classe des travailleurs que d'avoir pu constituer l'ossature et l'avant-garde d'un grand mouvement social qui a réellement secoué la Guadeloupe et qui ensuite s'est étendu à la Martinique voisine.

Est-ce la première fois qu'un mouvement de telle envergure prend corps en Guadeloupe ?

Dans le passé nous avons connu d'importantes grèves générales et de puissants mouvements sociaux, par exemple en 1971 (grèves du sucre et de la canne, grèves du bâtiment, etc.), en 1985, pour protester contre une injustice de type colonial (affaire Faisan) où l'on a vu les manifestants occuper pendant une semaine la principale ville de Guadeloupe, en dressant des barrages à toutes les entrées de Pointe-à-Pitre.

On a connu aussi la grande grève des travailleurs des plantations de banane qui fut dirigée la CGTG, en 1998 (à laquelle je participais en tant que responsable du syndicat de la banane), une grève qui a permis aux travailleurs de la banane d'arracher un mois de salaire supplémentaire en fin d'année et le paiement des jours de grève.

Mais le mouvement de Janvier 2009 est le premier qui a réussi à faire remonter à la surface et déferler dans les rues toutes les couches

les plus pauvres de la population, signe évident d'une colère et d'une situation économique de plus en plus insupportables pour les masses laborieuses et pauvres.

Le pouvoir et la classe dirigeante possédante capitaliste semblait complètement isolée et ne trouvait pas grand monde pour les soutenir et justifier leurs actions. L'expérience ainsi vécue par les masses guadeloupéennes laissera des traces profondes car elles ont pris conscience de leurs propres capacités, elles ont pris conscience du fait que la grève en masse représente une puissance incomparable devant laquelle tous les obstacles s'effondrent.

En effet, après avoir obtenu l'accord de salaire augmentant de 200 euros les salaires situés de 1 SMIC (salaire minimum fixé par le gouvernement) à 1,4 SMIC, qui a été signé par une partie du patronat, notamment le petit et le moyen patronat noir, le grand patronat blanc a refusé de signer l'accord. Alors une vague de grèves, avec des manifestations, dites «grève marchante», s'est à nouveau répandue dans toutes ces entreprises qui refusaient de signer l'accord. Aujourd'hui, jour après jour, les grévistes obligent ce patronat à signer. Cela aussi, c'est l'effet durable de la grève générale.

D'aucuns ont souligné le caractère «nouveau» du mouvement guadeloupéen, alors qu'il nous semble que la «nouveau-té» tenait bien plus au caractère très classique de la lutte (grève reconductible, AG, piquets, etc.), auquel le patronat et la presse ne sont plus habitués. Est-ce le cas ?

Ce n'est pas que ce mouvement ait un caractère nouveau, c'est surtout qu'il renoue avec une tradition ouvrière et révolutionnaire qui consiste à opposer les forces de toute la classe exploitée, dans un mouvement d'ensemble, au patronat.

Ce qui a rendu plus facile un tel mouvement en Guadeloupe, c'est la conséquence de l'affaiblissement ou la quasi-disparition des anciennes bureaucraties syndicales ! Et notamment la bureaucratie stalinienne à la tête de la Confédération Générale des Travailleurs de Guadeloupe (CGTG), qui a été membre de la CGT française et qui a été comme celle-ci dirigée pendant des années par des militants staliniens du Parti Communiste français. Mais à partir des années 1970, une série de scissions au sein du Parti Communiste Guadeloupéen, sous la pression des sentiments autonomistes ou anti-colonialistes a provoqué leur affaiblissement. Un grand nombre de cégétistes, réagissant contre le manque de combativité de la direction syndicale, se sont regroupés dans des syndicats nationalistes qui ont abouti à la création de l'Union Générale des travailleurs Guadeloupéens (UGTG). Quelques années plus tard, après quelques années de difficultés, le reste de la CGTG a été reprise en main par une nouvelle direction, inspirée par les militants trotskystes de Combat Ouvrier (Union Communiste Internationaliste) dont je suis un des dirigeants. De fait le syndicat s'est redressé et aujourd'hui l'UGTG et la CGTG sont les deux principaux syndicats, très combatifs, ce qui permet aux travailleurs de s'exprimer librement dans leurs luttes face au patronat. Depuis plusieurs années, les travailleurs n'étant plus freinés par la moindre bureaucratie font preuve d'une véritable combativité dans des grèves partielles ou sectorielles.

Les deux syndicats avaient toujours souhaité mettre sur pied une plate-forme commune en vue de lancer une lutte de masse, sur l'ensemble des revendications face à l'ensemble du patronat. Le mot d'ordre était : «Ensemble nous lutterons, ensemble nous gagnerons».

Les syndicats ont saisi une opportunité lorsqu'ils ont perçu la montée d'un mécontentement qui s'exagérait sur le niveau des prix du car-

burant et c'est à partir de ce mécontentement-là qu'ils ont proposé à l'ensemble des organisations populaires, syndicats, organisations politiques, associations culturelles, associations de consommateurs, de locataires, etc., de se regrouper au sein d'une grande alliance contre l'exploitation, le LKP ! Cette alliance regroupe 48 organisations différentes.

Quel a été le degré de contrôle et de direction des travailleurs mobilisés sur leur propre lutte ?

Dès le début du mouvement les dirigeants de LKP ont recueilli un soutien et une confiance indiscutable. Et lors d'une négociation qui a mis face à face les représentants du LKP conduit par Elie Domota (UGTG) et moi-même, ceux de l'État français, des politiciens guadeloupéens et du patronat, la négociation a été diffusée en direct sur la télévision et à la radio, et toute la population a fait connaissance avec la direction de LKP et s'est reconvenue dans les propos et les attitudes de Domota qui a dénoncé la «domination de classe et de race».

Dès lors le LKP a dirigé le mouvement sans jamais apparaître le moins du monde en rupture ou en retard sur les sentiments et la volonté de lutte des masses. Le LKP est resté jusqu'au bout la direction incontestée du mouvement. L'originalité de cette direction, faite d'un immense rassemblement d'organisations, sans faire disparaître leur personnalité, permettait que chacune d'entre elles rassemble ses propres partisans et leur rende compte de ce qui se passait. C'est ainsi que la CGTG tenait quotidiennement une réunion ouverte aux travailleurs pour faire le point sur la situation et proposer des orientations à défendre au sein du LKP.

Face au siège du LKP, au Palais de la Mutualité de Pointe-à-Pitre, se tenait quotidiennement une immense assemblée générale qui culminait le soir en un meeting fai-

sant le point de la situation. Cette direction prenait en charge les revendications et les besoins des masses, organisait leur lutte, s'attachait à ne pas décevoir. Mais à tout moment c'est elle qui détenait les commandes, n'ayant jamais été contestée ; dès lors le problème d'une direction alternative ne s'est pas posé.

À aucun moment on n'a vu apparaître de délégués, de représentants propres des travailleurs en lutte, associés à la direction de cette lutte. Ce fut d'ailleurs une des faiblesses du mouvement car nul ne sait ce qui aurait été possible si une telle direction de lutte avait pris naissance fécondant et multipliant les initiatives des masses !

Cependant, à d'autres niveaux, les travailleurs tenaient en main certains aspects de la lutte, au niveau des piquets de grève, au niveau des barrages de routes quand ils ont été déclenchés.

On peut donc dire que la direction LKP s'est placée sous le regard et sous la pression des masses en lutte, qu'elle a intégré à tout moment les aspirations et les désirs des masses, mais que celles-ci à aucun moment n'ont cherché à imposer leurs propres représentants issus de leurs rangs. La direction LKP reflétait le niveau atteint par la lutte et jamais elle n'a été débordée, ou mise en défaut, ou remise en question.

Mais on a pu constater que bien des initiatives qui étaient souhaitables n'ont pu être menées à bien en raison de l'étroitesse de la direction du LKP, au sens de faiblesse objective du nombre de personnes y participant. En particulier, il aurait été possible dans divers domaines de passer à une attitude plus offensive, plus créatrice, pratiquement en instituant une forme d'initiative populaire, proche d'une forme de «pouvoir» populaire, indépendante du pouvoir officiel et le contestant. Ça a été possible concernant l'administration des besoins de la population en matière d'alimentation, d'approvisionnement en carburant, en matière

d'éducation des élèves, de relations avec la production paysanne, etc. Mais pour que tout ça se fasse largement et dans tous les domaines, il aurait fallu le surgissement à grande échelle de représentants élus de la masse en mouvement.

Justement l'intérêt et la grande richesse d'une telle grève générale, c'est de permettre aujourd'hui de comprendre concrètement comment se posent de tels problèmes de direction, d'organisation des masses dans une lutte d'ensemble. C'est une sorte de préparation, de «répétition générale», avant la prochaine confrontation ! C'est dire donc que la prochaine lutte partira de ce tremplin de la grève de Janvier/Février 2009 pour atteindre un niveau supérieur, posant alors sans doute d'autres problèmes au pouvoir en place, notamment celui de sa propre légitimité !

Alors qu'il semblait que pendant près de sept semaines, notamment au moment le plus haut du conflit, à la mi-février, face à face ne se trouvaient plus que les travailleurs avec le LKP d'un côté, et le patronat avec les «mamblos» de l'autre, le LKP n'aurait-il pas pu commencer à remettre en question les structures d'un pouvoir néo-colonial (qui perpétue exploitation et oppression, et ce en dépit des changements advenus après 1946), un pouvoir politique bourgeois qui semblait avoir virtuellement disparu sous l'impact du conflit ?

Ça s'est fait en permanence par les organisations politiques et syndicales de Guadeloupe... La lutte pouvait-elle aller au delà des objectifs qu'elle s'était fixés avec le programme de revendications de LKP ? La réponse est dans la marche même des événements ! Ce n'est pas aux dirigeants du LKP qu'il incombait d'aller plus loin ou pas, c'est la masse en mouvement elle-même qui a fixé et fixe encore les objectifs qu'elle veut atteindre.

Ce n'est pas une affaire mécanique qui se fixe du jour au lendemain

de «remettre en question les structures»... De fait, la lutte elle-même a ébranlé les certitudes, la confiance des classes possédantes; elles ont vu naître et se développer une force qui ne va pas rentrer dans le rang ! Aujourd'hui c'est sans doute le début d'une lutte qui va se prolonger pendant des mois, voire des années, où les forces laborieuses ont marqué des points et ont acquis des positions morales et organisationnelles fortes. C'est sur elles que les luttes futures vont s'appuyer, non pas pour «remettre en question les structures d'un pouvoir néo-colonial», mais pour contester ce pouvoir lui-même, celui des exploiters, des gros possédants. Et viser à l'expropriation pure et simple des grands moyens de productions, terres, entreprises et banques aux mains de ces gens-là !

Mais cela c'est le combat à venir !

La lutte guadeloupéenne et plus largement antillaise tient-elle à une spécificité locale, ou les leçons qu'on peut en tirer peuvent-elles être reprises par les secteurs les plus avancés du salariat et de la jeunesse qui entendent aujourd'hui que la crise soit payée par les patrons, et pas par le salariat et les classes populaires ?

Non ! La lutte menée par les travailleurs de Guadeloupe peut être parfaitement reprise ailleurs !

Dans tous ses aspects, ça a été un combat des prolétaires, des salariés, des forces populaires, laborieuses vives de la Guadeloupe contre des exploiters capitalistes, à commencer par ceux qui sont habillés de leurs oripeaux d'héritiers d'esclavagistes ! C'est un combat, sous sa forme de grève générale que tous les prolétaires dans le monde peuvent reprendre à leur compte !

¹ On peut également consulter sur le site de la FT-QI, C. Tappeste, « Primeras lecciones después de más de un mes de huelga general », (<http://www.ft-ci.org/spip.php?article1714>).